

Retraités organisés... pour mieux gagner !



Manifestation à Paris, 10 mars 1981 © DR | coll. IHS CGT Métaux

COLLECTION ACTUALITÉS DE L'HISTOIRE



UNE HISTOIRE DE L'UNION
FÉDÉRALE DES RETRAITÉS
DE LA MÉTALLURGIE
DE 1979 À NOS JOURS

Le droit à la retraite est un vieux combat de la CGT qui, dès ses plus jeunes années, s'est évertuée à défendre les conditions de vie des retraités, en les associant aux luttes des salariés encore en activité. L'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie a d'ailleurs eu l'occasion d'y revenir dans sa brochure intitulée *On est jamais trop âgé pour défendre ses droits. Une histoire des retraites de 1850 à nos jours* parue en 2018.

Cependant, l'organisation des retraités au sein d'une structure syndicale spécifique est une démarche plus récente, dans le courant des années soixante, à une période marquée par une croissance rapide du nombre et de l'influence des retraités dans la société et par une montée des luttes dans les entreprises. Seules les corporations des cheminots et des mineurs ont organisés les retraités dans des sections syndicales particulières dès la fin du XIX^e siècle, rejoints par les électriciens-gaziers à la Libération. Dans les autres branches, les retraités conservent, dans le meilleur

ON EST JAMAIS TROP ÂGÉ POUR DÉFENDRE SES DROITS !



COLLECTION ACTUALITÉS DE L'HISTOIRE
UNE HISTOIRE DES RETRAITES DE 1850 À NOS JOURS

des cas, leur carte dans la section ou le syndicat des actifs. Pour les autres, ils rejoignent majoritairement les structures associatives autonomes qui voient dans le courant des années trente, à l'image de « L'Entente générale des retraités » ou, dans la fonction publique, de la « Fédération générale des retraités de la fonction publique » (FGR-FP), qui voit le jour en 1936. De son côté, la CGT favorise durant le Front populaire la création d'« amicales de vieux travailleurs », dont la forme associative favorise la convivialité sans exclure la dimension revendicative. Ces structures locales ne sont toutefois pas fédérées au plan national et furent dissoutes par le régime de Vichy. Le 3 octobre 1944, l'Union des syndicats CGT de la région parisienne décide la création d'une association nationale des amicales reconstituées, intitulée « L'Union

nationale des vieux travailleurs de France » (UNVTF), aujourd'hui connue sous le nom de « L'Union nationale des retraités et personnes âgées » (UNRPA). Au même moment, la CFTC se dote d'une structure similaire, avec « L'Union des Vieux Travailleurs ».

La naissance de l'UFR Métaux

Les premières sections syndicales de retraités voient le jour au sein de la Fédération des travailleurs de la métallurgie au début des années soixante. Les pionnières sont La Ciotat (1961), Maubeuge (1962), Hispano-Suiza à Bois-Colombes (1963) ou encore Renault Le Mans en 1965. Elles précèdent l'adoption de la résolution du 36^e congrès confédéral, en juin 1967, qui décide « que soit créée dans chaque syndicat, dans chaque union locale, une section de retraités », tandis qu'il est prévu que « chaque union départementale, chaque fédération impulse ses organisations par la création d'une commission ». Les 8 et 9 mai 1969, la première conférence nationale CGT des retraités rassemble plusieurs centaines de délégués et adopte un appel – qui fut diffusé à un million d'exemplaires – rappelant l'objectif de créer « une grande union confédérale des retraités de masse et de classe pour la CGT ».

Brochure réalisée par l'IHS-CGT métallurgie
 94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris
 01 53 36 86 38 | ihs.gas.free.fr

Rédaction : Emeric Tellier
 Maquette : Rudy Jean-François
 mars 2019 | Impression par nos soins



Cette décision est transcrite par le 27^e congrès de la Fédération des travailleurs de la métallurgie en 1971, lequel affirme que « les retraités ont besoin d'être organisés aux côtés des travailleurs actifs pour défendre leurs revendications. » Une commission fédérale, placée sous la responsabilité de Jules Daumur, membre du comité exécutif fédéral, est mise sur pied en 1972, avec pour tâche première la parution d'un bulletin trimestriel, *Le Retraité de la Métallurgie*, dont le lancement est effectué en septembre de la même année. Le 28^e congrès fédéral en 1973 décide la création de l'Union fédérale des retraités de la métallurgie (UFR). Le 24 avril 1974, la commission fédérale des retraités convoque la conférence constitutive de l'UFR le 7 mars 1975 à la Maison des Métallos, 94 rue Jean-Pierre Timbaud à Paris. Celle-ci ne regroupe que 118 délégués sur un potentiel de 200, en raison de l'absence des syndicats d'actifs n'ayant pas de section syndicale de retraités, à laquelle s'ajoute une faible représentation des femmes. Le bureau national élu compte 13 membres, placé sous la direction de Jules Daumur puis, à compter de 1978, de Roland Deloivre.

Malgré ces difficultés, la syndicalisation progresse, passant de 8 646 cartes en

1972 à 16 699 en 1975 (25 000 selon une estimation prenant en compte les adhérents isolés dans les sections multi-professionnelles), tandis que le nombre de bases atteint les deux cents. Certaines d'entre elles connaissent un dynamisme certain, comme celle du Creusot qui passe de 57 adhérents en 1973 à 431 en 1977 ou celle de Firminy qui, fondée en 1968 avec 259 adhérents, en dénombre 760 en 1978. Cette dernière tient trois permanences par semaine, une permanence journalière pendant trois semaines au moment de la déclaration d'impôt sur le revenu, effectue des campagnes de recrutement à domicile, en quadrillant la ville quartier par quartier. Chez Ugine Aciers (Savoie), la section obtient que les retraités et les veuves puissent bénéficier des activités socioculturelles du comité d'entreprise (bibliothèque, club de bricolage, voyages, activités sportives, etc.). Cette vitalité se confirme dans les manifestations appelées par l'Union confédérale des retraités CGT (UCR-CGT), qui rassemblent plusieurs dizaines de milliers de personnes à Paris, les 19 octobre 1972 et 17 octobre 1974 et même



Le premier numéro du *Retraité de la métallurgie*

© coll. IHS CGT métaux

près de 100 000 personnes en France le 18 mai 1976.

Les premières difficultés

Le potentiel de progression reste malgré tout important, comme en témoigne la préoccupation précoce d'assurer au mieux la « continuité syndicale ». En témoigne cet article paru dans *Le Retraité de la Métallurgie* de janvier-mars 1974 : « C'est sympathique mais aussi quelque peu poignant un départ à la retraite ! Pendant 30, 40 ans, on s'est trouvé côte à côte au boulot... On a vécu des bons et des mauvais moments ! Et puis ! Le jour arrive où la retraite tant souhaitée nous réunit autour de l'heureux récipiendaire. On trinque. On se remémore les principales étapes de cette vie collec-





La tribune du premier congrès de l'UFR métaux, 1983

© DR | coll. IHS CGT métaux

...tive. On remet le cadeau au copain [...] On oublie que, même en retraite, il aura des revendications à faire valoir. Conséquences : sa première carte syndicale de retraités ne lui est pas remise et ce, gratuitement. [...] C'est là une bonne méthode, celle qui nous permet de rester en contact avec les retraités et nous permettra aussi d'augmenter nos effectifs syndicaux. » Louis Bouyer, dans son rapport prononcé au nom de l'UFR au 30^e congrès fédéral en 1979, ne dit pas autre chose : « Sur cinq syndiqués qui quittent l'entreprise pour la retraite ou la préretraite, un seul rejoint une section retraités ; quatre sont perdus pour la CGT et surtout pour eux-mêmes. Ca ne peut plus durer ! Et pourtant, cela

ne doit pas nous conduire au pessimisme, bien au contraire ! Là où les choses sont prises en main, les sections de retraités, les adhésions grimpent vite. »

Le constat est celui d'une stagnation, voire même d'un recul de la syndicalisation au cours de la seconde moitié des années soixante-dix, autour de 14 000 adhérents, avant un sursaut en 1980. Cela n'empêche pas quelques victoires, à l'image de ce 10 mars 1981 où 100 000 retraités, dont 10 000 métallurgistes, défilent à Paris pour obtenir la retraite à 60 ans. Une délégation de l'UFR Métallurgie s'invite au siège de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) qui, pour la première fois, accepte de la recevoir !

Dans le contexte de l'arrivée de la gauche au pouvoir et des mesures qui sont rapidement adoptées en faveur des retraités (âge de départ avancé à 60 ans, revalorisation importante du minimum vieillesse, augmentation des retraites, création d'un Secrétariat d'État aux personnes âgées et du comité national des retraités et personnes âgées – CNRPA), la CGT décide de renforcer ses structures. En mars 1982, la cinquième conférence nationale de l'UCR-CGT est également le premier congrès, consacrant sur le plan statutaire l'UCR comme organisation spécifique des retraités dans la CGT. En écho, l'UFR Métallurgie tient son premier congrès du 15 au 17 février 1983 à Balaruc-les-Bains. Une nouvelle parution mensuelle, *Activité UFR*, est lancée en avril de la même année.

Le sursaut de syndicalisation, qui porte l'UFR Métallurgie à 17 539 adhérents en 1983, est de courte durée. Une période d'effritement continu s'ouvre, pour atteindre 11 000 adhérents au milieu des années 2000. Les raisons sont multiples et recourent en partie celles qui expliquent la chute de la syndicalisation parmi les actifs à la même période. Les sections syndicales les plus anciennes et comptant le plus d'adhérents sont ainsi celles qui perdent le plus, conséquence du dé-



mantèlement des filières industrielles à l'œuvre dans la machine-outil, la réparation et la construction navale, la sidérurgie ou encore l'automobile. La crise économique et sociale, ainsi que les déceptions politiques pèsent incontestablement sur la syndicalisation. Plus spécifiquement, le manque de prise en compte, au niveau des entreprises, des départs en retraite et en préretraite est également soulevé, tout comme la conception « amicaliste » de l'activité de certaines sections syndicales.



L'UFR métaux devant le siège de l'UIMM, 10 mars 1981

© DR | coll. IHS CGT métaux

Des luttes pourtant

Les luttes ne cessent pas pour autant, comme le démontrent les rassemblements des préretraités de la métallurgie devant le siège du Groupement des entreprises sidérurgiques et métallurgiques (GESIM) à Paris le 16 novembre 1983 ou à Nancy le 25 octobre 1989 contre l'application de la cotisation de 5,5 %. On peut aussi mentionner la journée nationale de lutte des retraités du 23 mai 1985 à l'appel de l'UCR-CGT qui regroupa plus de 60 000 personnes en France dans une centaine de rassemblements et manifestations ou, le 10 octobre 1986, la grande manifestation, suivis d'un défilé et d'un pique-nique des travailleurs de la métallurgie organisée à Épinal, ville du

député-maire et ministre des Affaires sociales Philippe Seguin par l'UFR Métallurgie, les USTM de Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

L'UFR Métallurgie adopte le 11 décembre 1986 une plateforme revendicative minimale. Celle-ci exige, entre autres, la revalorisation des pensions de retraite et de la valeur du point des retraites complémentaires, la suppression du forfait hospitalier et le rétablissement de la prise en charge à 100 % des frais pour longues maladies, un relèvement des taux de cotisations patronales. Cette plateforme a été actualisée à plusieurs reprises, en 1987, 1988 et 1990.

Une lutte importante est menée à partir de l'année

1990 pour obtenir le maintien de l'Association de la Structure Financière (ASF) qui a été créée pour assurer le financement des retraites complémentaires dans le cadre de l'abaissement de l'âge de la retraite de 65 à 60 ans. L'État, qui s'était engagé à financer cette structure pour assurer une retraite complémentaire à taux plein à 60 ans et éviter un abattement de 22 % entre 60 et 65 ans, tente à plusieurs reprises de ne pas renouveler l'accord. Grâce aux mobilisations, particulièrement en 1993, 1996 et 2000, l'ASF est finalement maintenu.

Des perspectives élargies

Une réflexion et des actions sont engagées à partir de la seconde moitié des années 1980 en direction des catégo-





Manifestation pour les retraites à Paris, 25 janvier 2001 © A. Sayad | coll. IHS CGT métaux

ries spécifiques, et plus particulièrement des femmes. Le 26 février 1987, la commission féminine de l'UFR Métallurgie organise ainsi une journée d'étude et de travail, en présence d'une trentaine de femmes, sur le thème de l'organisation et de la prise de responsabilité des femmes retraitées. Cette première initiative est suivie, en 1988, par la tenue de huit journées d'études décentralisées en province et par le lancement d'une campagne, en septembre 1990 intitulée « Femmes UFR Métaux » qui aboutit à l'or-

ganisation, le 7 février 1991 d'une journée nationale des femmes retraitées de l'UFR Métallurgie à Montreuil. Deux autres journées furent mises en œuvre le 30 mai 1995 et le 29 novembre 2001, permettant d'évoquer les brimades professionnelles, les mauvaises conditions d'emploi, la pénibilité des tâches et leurs conséquences sur les femmes.

La jeunesse est également prise en compte, avec l'impulsion, conjointe avec le centre fédéral de la jeunesse, les 21 et 22 mai 1987

d'un « Printemps pour l'emploi et pour la jeunesse » sur les thèmes « La sécu, c'est la vie ! » et « Une embauche pour chaque départ ». Ce dernier mot d'ordre a été un fil rouge de mobilisation, comme en témoigne le dépôt, le 23 décembre 1996 par une délégation de l'UFR Métallurgie et de l'UCR de 150 000 cartes-pétition à l'UIMM, à l'ARRCO et à l'AGIRC. Les ingénieurs, cadres et techniciens (ICT) ne sont également pas oublié, ne serait-ce qu'en raison du poids croissant qu'ils occupent dans le salariat de



la métallurgie. C'est ainsi, par exemple, que l'UFR participe au congrès de l'Union fédérale des ingénieurs, cadres et techniciens de la métallurgie (UFICT) en 1994 et met l'accent dans *Activité UFR* sur cette catégorie spécifique.

La dimension internationale surgit fortement au début des années 2000, en particulier après la manifestation européenne des retraités et préretraités du 13 décembre 2001 à Bruxelles à l'appel de la Fédération européenne des retraités et personnes âgées (FERPA). C'est ainsi que le 8^e congrès de l'UFR Métallurgie en septembre 2006 à Ronce-les-Bains prévoit une table ronde sur le devenir des systèmes de retraite en Europe avec la participation de délégués belge, italien, espagnol et britannique. Plusieurs rencontres ont également lieu avec des délégations étrangères, comme celle des retraités de l'usine Opel de Mayence (Allemagne) en mai 2008, de l'IG-Metall en avril 2009 ou avec les retraités de l'usine AGA de Kassel (Allemagne).

Dernière perspective, la signature en septembre 2015 par l'UFR Métallurgie d'une convention de partenariat avec la Mutuelle familiale pour faciliter l'accès aux soins des retraités syndiqués à la CGT, dans la lignée de la création, par l'UCR-CGT d'une société mutualiste,



Les retraités de la métallurgie, 2019 © coll. IHS CGT métaux

Vie Nouvelle Prévoyance, en janvier 1986.

En guise de conclusion

Le 10 avril 2008, à l'occasion d'une initiative organisée pour le vingt-cinquième anniversaire de l'UFR Métallurgie, Philippe Martinez, alors nouveau secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie, remarquait : « L'UFR a 25 ans et c'est très jeune. C'est l'âge

où l'ont fait des projets d'avenir et je vous invite à en faire ensemble, car l'avenir est pour nous. » Dix ans après, nul doute que l'avenir est toujours de notre côté !

Pour aller **+** loin



Ils et elles ont fait l'UFR !

Près de 400 camarades se sont succédés au conseil national de l'UFR depuis sa seconde conférence nationale en 1979 à son douzième congrès en 2019. Les données récupérées à l'occasion de leur recensement permettent de tirer quelques conclusions.

Leur répartition géographique reproduit sans surprise celle de l'implantation des syndiqués actifs, avec un poids important de la région parisienne. Un quart d'entre eux (100) en proviennent, suivi par l'Auvergne Rhône-Alpes (55), le Grand Est (33), l'Occitanie (33), la Nouvelle-Aquitaine (32), les Hauts-de-France (27), la Bourgogne Franche-Comté (23). Parmi les dix départements regroupant le plus d'élus au conseil national, la moitié sont franciliens, selon l'ordre suivant : Hauts-de-Seine (27), Rhône (22), Seine-Saint-Denis (21), Paris (19), Nord (17), Loire (14), Haute-Garonne (12), Gironde (12), Yvelines (12), Essonne (12).

La catégorie professionnelle est connue pour moins de la moitié d'entre eux (159) et celle-ci est parfois changeante. Malgré tout, on peut remarquer que les deux-tiers sont ouvriers (97), le dernier tiers se répartissant entre les employés (13), les techniciens (24) et enfin les cadres (25).



Pierre Tavernier et Raoul Deloire © DR | coll. IHS CGT métaux

Le nombre de mandat effectué au conseil national est réparti de la manière suivante : un mandat (136), deux mandats (105), trois mandats (66), quatre mandats (39), cinq mandats (16), six mandats (9), sept mandats (3) et le record étant détenu par un camarade, avec huit mandats. La moyenne se situe au final à un peu plus de deux mandats (2,30).

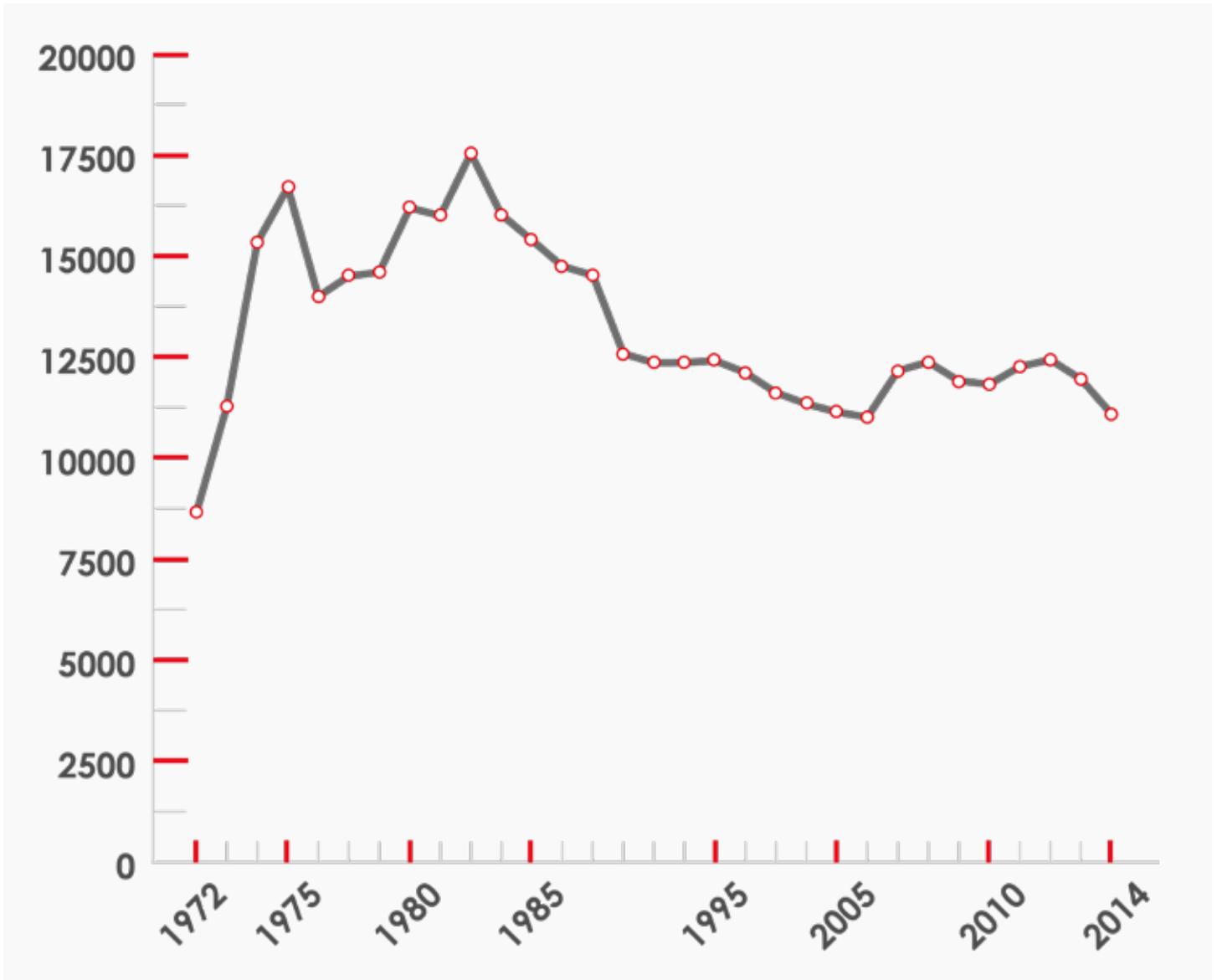
Les candidatures sont portées par les sections syndicales d'entreprise ou de territoire. Une mention spéciale peut être accordée à la section syndicale des retraités de Renault Le Mans, dont une brève histoire a été retracée dans *Les Cahiers d'histoire de la Métallurgie*, n° 61, d'octobre 2018. Fondée parmi les premières sections en 1965, elle a (presque) toujours été représentée par l'un de ses membres au conseil national : Auguste Hubert (1975-1979), André Lemerrier (1979-1983), Auguste Poirrier (1986-1995), Bernard Blondeau (1995-1998), Raymond Hubert (1999-2019).

On retrouve une continuité similaire, quoique moins longue, avec les sections RVI Vénissieux, Peugeot Sochaux, Liebherr Aerospace Toulouse, Dassault Bordeaux, Merlin-Gérin Grenoble, SBFM Lorient ou Snecma Corbeil.

On recense 327 hommes et 48 femmes. Parmi elles, Juliane Labelle (1985-1992), Colette Vial (2001-2009) et Chantal Oumar (2015-2019), ont intégré le secrétariat. En moyenne, le nombre de mandats effectués est le même que pour les hommes, à un peu plus de deux mandats. Onze femmes se succèdent au conseil national entre 1983 et 1995, pour faire en sorte d'être cinq à chaque mandature. Lors du congrès de 1995, le nombre de femmes passe à douze. Mais sur les huit nouveaux membres, la moitié ne fait qu'un mandat. Dans le même temps, il n'y a pas de femmes au secrétariat entre 1993 et 2000 et au bureau entre 1993 et 1998. Elles sont davantage représentées à partir du milieu des années 2000.



La syndicalisation des retraités CGT métallurgie (1972-2014)



Repères bibliographiques

Sophie Bérout, Georges Ubbiali, « Association ou syndicat ? Le syndicalisme des retraités face au principe associatif », in *Syndicats et associations : Concurrence ou complémentarité ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

Damien Bucco, Matthieu Jarry, « Actif j'y suis ! Retraité j'y reste ! La « continuité syn-

dicale » à la CGT », *Gérontologie et société*, 2007, vol. 30, n° 120), pp. 65-76.

Damien Bucco, « Syndicalisme et retraités : questions et enjeux politiques », *Contretemps*, 23 janvier 2011.

Élise Feller, *Histoire de la vieillesse en France (1900-1960). Du vieillard au retraité*, Paris, Editions Seli Arslan, 2005.

Alexandre Iellatchitch, « L'âge syndical. Représen-

tation sociale et intégration du travailleur âgé dans le syndicalisme. Exemple de la CFTC-CFDT (1946-1970) », in *Viellissement et parcours de fins de carrière : contraintes et stratégies*, Paris, ERES, 2007.

Antoine Prost, « Jalons pour une histoire des retraites et des retraités (1914-1939) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, Tome XI, octobre-décembre 1963, pp. 263-289.



Repères chronologiques

Juin 1967. Le 36^e congrès confédéral décide « que soit créée dans chaque syndicat, dans chaque union locale, une section de retraités »

8-9 mai 1969. Première conférence nationale CGT des retraités.

20-24 février 1971. Le 27^e congrès fédéral à Grenoble lance l'idée d'accentuer les efforts des organisations d'actifs en direction des retraités.

23-24 mars 1972. Deuxième conférence nationale CGT des retraités.

Septembre 1972. Parution du premier numéro du bulletin trimestriel *Le Retraité de la Métallurgie*.

19 octobre 1972. Rassemblement national des retraités à Paris à l'appel de l'Union confédérale des retraités (UCR). 30 000 personnes défilent de République à la Gare de l'Est, après un meeting à la Bourse du Travail.

17 octobre 1974. Rassemblement national des retraités à Paris à l'appel de l'Union confédérale des retraités. 40 000 personnes défilent de la Bourse du Travail à la Gare de l'Est.

7 mars 1975. Conférence constitutive de l'Union fédérale des retraités (UFR) de la métallurgie, organisée à la Maison des Métallos, 94 rue Jean-Pierre Timbaud à Paris.

18 mai 1976. Journée nationale d'actions des retraités dans 17 grandes villes à l'appel de

l'UCR. Près de cent mille personnes y participent.

Novembre 1976. Congrès fédéral acte l'existence de l'UFR dans les statuts fédéraux.

Mars 1979. Adoption par l'UCR d'une charte revendicative.

5-6 avril 1979. Seconde conférence de l'UFR de la métallurgie organisée à Nanterre. Roland Deloire, René Imont, Jean Renac et René Dubois compose le secrétariat.

10 mars 1981. Près de 100 000 personnes – dont 10 000 métallos – défilent à Paris sur le droit et les conditions à la retraite. Une délégation de retraités s'invite au siège de l'UIMM et pour la première fois, cette dernière accepte de la recevoir.

Mars 1982. Premier congrès de l'UCR.

Avril 1983. Parution du premier numéro du bulletin mensuel *Activité UFR*.

15-17 février 1983. Premier congrès de l'UFR Métaux à Balarc.

19-30 septembre 1983. Quinzaine d'informations et d'actions organisée par l'UCR.

16 novembre 1983. Manifestation et rassemblement des préretraités de la sidérurgie devant le siège du GESIM contre l'application de la cotisation des 5,5 %.

2-7 avril 1984. Semaine d'informations et d'actions dans les territoires à l'appel de l'UFR de la métallurgie.

16 mai 1984. Journée nationale d'actions à Paris. Ce jour-là, 200 retraités et préretraités se

rassemblent à l'appel de l'UFR de la métallurgie devant le siège de l'UIMM qui reçoit une délégation.

12-15 mars 1985. Second congrès de l'UCR à Valence.

23 mai 1985. Journée nationale de luttes des retraités à l'appel de l'UCR. Plus de 60 000 personnes participent à une centaine de rassemblements et de manifestation partout en France.

Octobre 1985. Quinzaine d'informations et d'actions organisée par l'UCR.

13 février 1986. Journée nationale d'actions et d'informations organisée par l'UCR, avec notamment un meeting à La Grange-aux-Belles animé par Edmond Amiable et Henri Krasucki.

18-20 février 1986. Second congrès de l'UFR à Montreuil. Il aborde notamment la question des chômeurs âgés et de leur place dans les organisations de retraités.

10 octobre 1986. À Épinal, ville du député-maire-ministre des Affaires sociales P. Seguin, grande manifestation et pique-nique des travailleurs de la métallurgie, à l'appel de l'UFR Métaux et des USTM de Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

27 novembre 1986. Grande journée organisée par l'UCR. Des pétitions, des motions sont déposées auprès des préfets, des représentants du patronat, des élus des caisses de sécurité sociale.

11 décembre 1986. Adoption d'une plate-forme revendicative minimale par l'UFR Métaux.



PLATE-FORME REVENDICATIVE MINIMALE



Montreuil, le 11 décembre 1986

Avant toute chose, nous demandons l'annulation de toutes les mesures restrictives incluses dans le projet gouvernemental, concernant l'ensemble de notre système de protection sociale.

DEFENSE DU POUVOIR D'ACHAT

Revalorisation des retraites du régime général de 5 % au 1er janvier en tenant compte du retard pris sur les salaires en 1986 (4,2 % d'évolution des salaires et 0,8 % de rattrapage).

REVALORISATION DE LA VALEUR DU POINT

des retraites complémentaires de 5 % compte tenu également du retard pris sur l'évolution des salaires en 1986.

SUPPRESSION DES COTISATIONS DE 1 %

sur les retraites du régime général et de 2 % sur les retraites complémentaires.

RETOUR AUX REMBOURSEMENTS

de tous les médicaments et honoraires médicaux à 80 % par la Sécurité sociale.

RETABLISSEMENT DE LA PRISE EN CHARGE

à 100 % de toutes les maladies nécessitant des soins longs et coûteux.

SUPPRESSION DU FORFAIT HOSPITALIER

REFORME IMMEDIATE DE LA TARIFICATION

des longs et moyens séjours d'hospitalisation et allègement conséquent de la participation des assurés.

REAFFIRMATION DU DROIT A LA RETRAITE

telle que nous le définissons et particulièrement la possibilité offerte aux travailleurs de pouvoir cesser leur activité à leur gré dans la mesure où ils ont 55 ans d'âge et 150 trimestres de cotisations validés.

POUR LES PRERETRAITES

en général, nous revendiquons également la même augmentation de leur indemnité journalière de 5 %.

LA SUPPRESSION DE LA COTISATION A LA SECURITE SOCIALE de 5,5 %

sur les indemnités journalières et pour financer ces mesures, l'application des dispositions que propose la CGT en matière de financement de la Sécurité sociale :

- un prélèvement sur les revenus du capital au même taux que celui prélevé sur les salaires,
- une modulation des cotisations des entreprises en fonction des richesses créées et des salaires versés dans l'entreprise,
- l'apurement des dettes patronales (environ 45 milliards lourdes),
- la participation du budget de l'état à la hauteur du 15 %.

Plate-forme revendicative minimale de l'UFR Métaux, 1986
© coll. IHS CGT Métaux

13 janvier 1987. À l'occasion de l'assemblée générale de la Caisse de Retraites Interentreprises (CRI), les élus CGT dénoncent les évolutions et les décisions, en s'appuyant sur plus de 10 000 signatures à la pétition.

26 février 1987. La commission féminine de l'UFR Métaux organise une journée d'étude et de travail, en présence d'une trentaine de femmes sur l'organisa-

tion et la prise de responsabilité des femmes retraitées.

21-22 mai 1987. Un « printemps pour l'emploi et pour la jeunesse » est organisé conjointement par le centre fédéral de la jeunesse et l'UFR Métaux sur les mots d'ordre « La sécu, c'est la vie ! » et « Une embauche pour chaque départ ».

Novembre 1987. Organisation d'un voyage en URSS par l'UFR Métaux, en collaboration avec

Inter-Loisirs. Une trentaine de retraités y participe.

20 novembre 1987. Réactualisation de la plate-forme revendicative minimale par l'UFR Métaux.

Février 1988. Nouvelle maquette pour *Activité UFR*.

21-25 mars 1988. Semaine d'actions des retraités à l'appel de l'UFR Métaux.

Mai 1988. Actualisation de la plate-forme revendicative minimale de l'UFR Métaux.

16 juin 1988. Journée nationale d'action à l'appel de la CGT et de l'UCR.

4-8 octobre 1988. Troisième congrès de l'UCR au Havre.

15-29 octobre 1988. Organisation d'un voyage en Asie centrale par l'UFR Métaux, en collaboration avec Inter-Loisirs. Une trentaine de retraités y participe.

1988. Huit journées décentralisées en direction des femmes retraitées de la métallurgie sont organisées.

6 avril 1989. Journée nationale d'actions à l'appel de l'UCR « pour un retraité digne, une vraie protection sociale ».

18-20 avril 1989. Troisième congrès de l'UFR Métaux à Saint-Aygulf (Var).

25 octobre 1989. Manifestation et rassemblement des préretraités de la sidérurgie à Nancy contre l'application de la cotisation des 5,5 %.

10 novembre 1989. Délégation, à l'appel de la CGT et de l'UCR, à l'Assemblée nationale à Paris d'actifs et de retraités à l'occa-



sion des discussions du budget de la protection sociale et des retraites.

Avril 1990. Actualisation de la plate-forme revendicative.

Septembre 1990. Lancement d'une campagne « Femmes UFR Métaux »

7 février 1991. Journée nationale des femmes retraitées de l'UFR Métallurgie à Montreuil.

20 juin 1991. Journée nationale d'action à Paris, avec pour point d'orgue le dépôt de 124 000 cartes-pétition au ministère des Affaires sociales contre les propositions du Livre blanc sur les retraites.

24 octobre 1991. Journée nationale d'actions en défense des retraites.

24 avril-29 mai 1992. Rassemblements et initiatives à l'appel de l'UCR.

12-15 mai 1992. Quatrième congrès de l'UCR à Saint-Nazaire.

19-25 octobre 1992. Semaine d'initiatives à l'appel de l'UCR.

3-5 novembre 1992. Quatrième congrès de l'UFR Métaux à Balaruc.

27 mai 1993. Grèves et manifestations contre le plan Balladur à l'appel de la CGT.

21 octobre 1993. Rassemblement à Paris devant le ministère des Affaires sociales à l'appel des organisations de l'UCR en Ile-de-France.

27 octobre 1993. Rassemblement à Paris devant le siège de l'AR-RCO à l'appel de la FTM. Des rassemblements, délégations, télégrammes et motions sont organisés en province.

6-11 décembre 1993. Semaine nationale d'actions, avec un temps fort le 8 décembre, à

l'appel de l'UCR. 5 000 personnes défilent le 8 décembre à Paris. Une prise de parole est effectuée devant le ministère des Affaires sociales et une délégation de l'UCR se rend au siège du CNPF.

Septembre 1994. Parution d'un livret d'accueil, « Retraités, quels atouts aujourd'hui ? » pour les nouveaux retraités et préretraités tiré à 35 000 exemplaires par l'UFR Métaux.

22 novembre 1994. Initiative nationale à l'appel de l'UCR, en direction des chambres patronales, du CNPF, des caisses de retraite complémentaire. Plusieurs centaines de personnes se rendent au siège du CNPF où une délégation de l'UCR est reçue le lendemain.

8 décembre 1994. Une délégation composée de représentants des USR d'Ile-de-France et



Manifestation des retraités à Paris, décembre 1994 © DR | coll. IHS CGT Métaux



des UFR, dont celui de la métallurgie, s'est rendue au siège de l'AGIRC pour expliquer les motifs de l'assignation par l'UGICT CGT des signataires de l'accord du 9 février 1994.

14 décembre 1994. Une délégation UCR CGT composée d'une soixantaine de représentants des USR d'Ile-de-France et des UFR, dont celui de la métallurgie, investit le siège de l'ARRCO à l'occasion d'un bureau du conseil d'administration. L'occasion de dénoncer les conséquences de l'accord de février 1993.

23 mars 1995. Action nationale à Paris, à l'appel de l'UCR. 4 500 métallurgistes défilent à cette occasion.

30 mai 1995. Rencontre nationale des militantes retraitées, préretraitées et veuves de la métallurgie CGT à Montreuil. 26 participantes.

7 juin 1995. Journée nationale à l'appel de l'UCR de protestation auprès des caisses de Sécurité sociale.

16-20 octobre 1995. Cinquième congrès de l'UFR Métaux à Saint-Ayulf.

14 novembre 1995-9 janvier 1996. « Hiver de la colère » contre le projet de loi Juppé sur les retraites

6 février 1996. Manifestation devant les chambres patronales et le CNPF à l'appel de l'UCR et des UFR.

Mars 1996. Première affiche de l'UFR, tirée à 2 000 exemplaires.

13 mars 1996. Rassemblement d'une centaine de personnes, à l'appel de l'UFR, devant le siège

de l'UIMM et dépôt de la pétition signée à 50 000 exemplaires.

26-29 mars 1996. Cinquième congrès de l'UCR à Montluçon.

30 mai 1996. Journée nationale d'actions à l'appel des organisations de retraités de la CGT, CFDT, CGC et CFTC. 30 à 35 000 retraités se sont mobilisés.

22 octobre 1996. Journée nationale d'actions, à l'appel de quatorze organisations, dont l'UCR. 118 000 personnes manifestent partout en France, dont 30 000 à Paris (6 à 700 métallos).

22 novembre 1996. Appel à dix manifestations régionales pour l'emploi et les retraites.

23 décembre 1996. Dépôt par une délégation de l'UFR Métaux et de l'UCR de 150 000 cartes pétition réclamant « un départ = une embauche » à l'UIMM, à l'ARRCO et à l'AGIRC.

19 mars 1997. Journée nationale d'actions des retraités, avec initiatives régionales et dépôt à Matignon des cartes pétition réclamant « un départ = une embauche » à Matignon.

25 novembre 1997. Rassemblement à Paris, à l'appel des unions régionales de retraités CGT, CFDT, CGC, CFTC d'Ile-de-France.

27 janvier 1998. Journée nationale d'actions en faveur des retraites à l'appel de l'UCR.

17 février 1998. Journée de rassemblements au niveau départemental à l'appel de l'UCR. A Paris, un rassemblement est organisé devant le siège de l'ARRCO.

12 mai 1998. Rassemblement à l'appel de l'UCR et remise des 150 000 signatures à la pétition

lancée par l'UCR au ministère du Travail et de 25 000 signatures au CNPF.

22 octobre 1998. Manifestation nationale à l'appel des unions confédérales de retraités CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC. Près de 100 000 manifestants dans sept villes de France et parmi eux, de 8 à 10 000 métallos.

3-7 mai 1999. Sixième congrès de l'UFR Métaux à Soulac.

15 juin 1999. Manifestation devant le ministère du Travail à Paris, à l'appel de l'UCR pour le rétablissement des droits à retraite de tous les salariés en FNE et allocation de solidarité.

15-19 octobre 1999. Sixième congrès de l'UCR à Balaruc.

21-25 février 2000. Semaine d'action à l'appel de l'UFR Métaux avec un temps fort le 22 février : rassemblement place de la Bastille à Paris et délégations aux sièges de l'AGIRC, de l'ARRCO, de l'UIMM et à l'Assemblée nationale ainsi qu'en province.

17 mai 2000. Journée européenne de mobilisation des retraités, à l'appel de la FERPA. En France, des manifestations sont prévues dans les principales villes.

21 décembre 2000. Journée nationale d'action unitaire sur les retraites complémentaires.

25 janvier 2001. Journée nationale d'action unitaire sur les retraites complémentaires. Plus de 700 000 manifestants à travers la France, un demi-millier d'arrêts de travail dans la métallurgie.

17 octobre 2001. Rencontre nationale fédérale actifs et retraités sur la continuité syndicale





Affiche de l'UFR Métallurgie, 2000 © coll. IHS CGT Métaux

22-26 octobre 2001. Semaine d'actions de l'UFR Métaux.

29 novembre 2001. Initiative fédérale sur les femmes retraitées. Une cinquantaine de personnes participent, dont 27 femmes.

13 décembre 2001. Manifestation européenne des retraités et préretraités à Bruxelles à l'appel de la FERPA. L'UCR espère un cortège de 10 000 participants.

13 mars 2002. Rassemblement devant les sièges du MEDEF et de l'ARRCO, à l'appel de l'UCR.

21 mars 2002. Mobilisation de plusieurs dizaines de milliers de personnes, dans une vingtaine de villes, en défense du régime général des retraites.

25-26 septembre 2002. Initiatives, à l'appel de la CGT, pour garantir le droit à la retraite.

7-11 octobre 2002. Septième congrès de l'UFR Métaux à Ronces-les-Bains.

12-15 novembre 2002. Semaine nationale d'actions à l'appel de l'UCR.

1^{er} février 2003. Journée nationale d'actions interprofessionnelle de manifestations décentralisées sur les retraites à l'appel de sept organisations syndicales dont la CGT. Plus de 500 000 personnes y participent.

3 avril 2003. Journée nationale d'actions pour la défense des retraites. 117 manifestations ont été recensées en France, mobilisant des centaines de milliers de personnes dont 80 000 à Paris.

13 mai 2003. Journée nationale d'actions pour la défense des retraites, à l'appel de six organisations syndicales dont la CGT. Au total, 2,5 millions de personnes se mobilisent.

25 mai 2003. Manifestation nationale à Paris.

13-27 octobre 2003. Quinzaine d'actions et de mobilisations, de débats et d'interventions auprès des préfetures, des chambres patronales et de signatures de pétition sur le pouvoir d'achat des retraités et la défense du droit à la santé.

2003. Septième congrès de l'UCR à Tours.

26-28 septembre 2006. Huitième congrès de l'UFR Métaux à Ronces-les-Bains. Une table-ronde européenne sur le devenir des systèmes de retraite en Europe est notamment organisée.

2007. Huitième congrès de l'UCR à Dijon.

Janvier 2008. Publication des résultats de l'enquête sur le pouvoir d'achat et les conditions de vie des retraités lancée par l'UFR. 300 réponses ont été collectées.

3-7 mars 2008. Semaine d'action à l'appel de l'UCR sur le mon-



tant des pensions et la défense de la santé.

6 mars 2008. Une délégation de l'UCR-CGT remet au président de la République 250 000 signatures contre les franchises médicales.

10 avril 2008. L'UFR Métaux, avec la participation de l'IHS Métallurgie, organise une initiative à Montreuil à l'occasion de son 25^e anniversaire.

20 mai 2008. Rencontre à Montreuil entre l'UFR Métaux et une quarantaine de retraités de l'usine Opel de Mayence (Allemagne).

16 octobre 2008. Journée nationale d'actions des retraités. Plus de 60 000 personnes manifestent dans 80 lieux différents.

30 avril-1^{er} mai 2009. Une délégation de retraités de l'IG-Metall est reçue par l'UFR Métaux à Montreuil.

28 septembre-2 octobre 2009. Neuvième congrès de l'UFR Métaux à La Napoule.

12-16 avril 2010. Neuvième congrès de l'UCR à La Rochelle.

14-15 juin 2010. Le bureau national de l'UFR se tient à La Petite Pierre (Vosges), de manière à découvrir cette réalisation sociale des métallurgistes et à visiter le camp du Struthof à Natzwiller.

23 et 25 novembre 2010. Journées nationales d'actions des retraités sur le pouvoir d'achat et la santé.

20 janvier 2011. Dépôt de 50 000 signatures en faveur des retraites à Matignon.

17 mars 2011. Journée nationale d'actions à l'appel de l'UCR.

20-21 avril 2011. Le bureau national de l'UFR se tient à Nantes, de manière à se rendre à Châteaubriant pour rendre hommage aux fusillés.

6 octobre 2011. Journée nationale d'action à l'appel de cinq organisations confédérales de retraités, dont l'UCR.

1^{er}-15 décembre 2011. Quinzaine d'actions, avec un temps fort le 13 décembre, en direction des retraités.

31 janvier 2012. Initiative des retraités devant le ministère de l'Economie, à Paris.

1^{er}-5 octobre 2012. Dixième congrès de l'UFR Métaux au Verdon-sur-Mer.

Mars 2014. Dixième congrès de l'UCR-CGT à Saint-Étienne.

16 avril 2014. Rencontre nationale sur la syndicalisation et la vie syndicale des sections de retraités de la métallurgie à Montreuil. 90 participants.

3 juin 2014. Manifestation nationale des retraités à Paris à l'appel de neuf organisations, dont l'UCR. 25 000 manifestants sont recensés. À cette occasion, 120 000 cartes-pétitions sont déposées au palais de l'Élysée.

23-27 juin 2014. Semaine d'action des retraités.

17 mars 2015. Journée nationale d'actions des retraités, avec 27 000 participants dans 107 manifestations partout en France.

18-19 mars 2015. Une délégation de l'UFR-Métaux participe à la conférence de l'IG-Metall des retraités AGA à Kassel (Allemagne).

22 septembre 2015. Signature d'une convention de partenariat entre la Fédération CGT des Métallurgistes et la Mutuelle Familiale relative à la facilitation à l'accès aux soins des populations retraités syndiqués CGT.

5-9 octobre 2015. Onzième congrès de l'UFR Métaux à l'Île-de-Ré.

24 novembre 2015. Journée nationale d'actions à l'appel de neuf organisations, dont l'UCR.

10 mars 2016. Journée nationale d'actions à l'appel de neuf organisations, dont l'UCR, sur le pouvoir d'achat des retraités. 28 000 personnes ont manifesté dans 120 lieux.

9 juin 2016. Journée nationale d'actions des retraités. Plus de 22 000 manifestants recensés.

29 septembre 2016. Journée nationale d'actions des retraités.

28 septembre 2017. Journée nationale d'actions des retraités. 80 000 participants recensés.

15 mars 2018. Journée nationale d'actions des retraités. 200 000 participants recensés.

14 juin 2018. Journée nationale d'actions des retraités.

3 octobre 2018. Dépôt à l'Assemblée nationale des pétitions exigeant l'annulation de la hausse de la CSG.

18 octobre 2018. Journée nationale d'actions des retraités.

1^{er}-5 avril 2019. Douzième congrès de l'UFR Métaux à La Palmyre.





71

C.G.T. U.F.R.
RETRAITÉS
PRÉ-RETRAITÉS
RENAULT-BILLANCOURT
MENSUALISATION

L'emprunt GISCARD
...
...
...
INDEXEES sur l'OR
les "prévisions" DELORS
Renault

CGT RENAULT BILLANCOURT
SYNDICAT DES RETRAITÉS ET PRÉ-RETRAITÉS
REVALORISATION
DE NOS RETRAITES

Institut
d'histoire
sociale

